

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

L'Iran entre bestiale répression et menaces impérialistes

La sanglante répression des manifestations a permis au régime iranien de surmonter une fois encore les graves troubles sociaux qui ont secoué le pays ces dernières semaines

Tout a commencé le 28 décembre par des manifestations et des fermetures des magasins des commerçants du Bazar de Téhéran à la suite de la chute de la monnaie qui mettait en péril la rentabilité de leurs commerces, manifestations qui se sont étendues aux autres villes. Les commerçants dénonçaient en particulier un système de multiples taux de change qui permet à des grandes entreprises de s'enrichir par le trafic de devises alors qu'il rend difficile leur accès à ces devises indispensables pour se prémunir de l'inflation. Ces couches, politiquement conservatrices, ont toujours été des soutiens du régime; c'est la raison pour laquelle le gouvernement adopta initialement une position conciliante envers les manifestants, dont les revendications étaient même jugées «légitimes». Mais les choses commencèrent à changer quand les étudiants de plusieurs universités du pays entrèrent en mouvement avec des slogans hostiles au régime, puis quand les manifestations, qui jusque là étaient d'une ampleur relativement limitée, devinrent massives et que les manifestants s'attaquèrent à des édifices symboles du régime. Les autorités répliquèrent à leur façon habituelle par une répression bestiale: plus seulement des gaz lacrymogènes mais des tirs sur les manifestants avec des plombs de chasse et des armes de guerre. En même temps le gouvernement coupa le fonctionnement d'internet pour empêcher son utilisation par les manifestants ainsi que la propagande des médias d'opposition basés à l'étranger. Mais cela a eu aussi comme conséquence un black-out des informations sur les événements et l'ampleur de la répression. Le chiffre des victimes et des arrestations n'est pas connu de façon sûre mais tout indique qu'il est bien supérieur à celui des répressions précédentes; on parle de plusieurs milliers de morts et de blessés. **L'ordre de la République Islamique a été rétabli dans le sang.**

Si donc la contestation est d'abord née comme un mouvement de colère corporatif de secteurs bourgeois et petits bourgeois, la situation de larges couches de la population est tellement difficile qu'il s'est transformé rapidement en une véritable révolte contre le régime, touchant y compris des régions excentriques et voyant l'implication des masses prolétariées. Ce ne sont pas les appels du fils du Shah, la propagande israélienne ou les déclarations de Trump, qui en ont été la cause, mais la dégradation des conditions de vie, la pauvreté croissante et l'aggravation continue des inégalités sociales. Selon les statistiques officielles l'inflation a été de 60% (chiffre annuel) en janvier, mais elle est en réalité bien supérieure: elle aurait été de 200% pour les produits de première nécessité. Le salaire minimum est de 104 millions de rials par mois (environ 65 euros), le plus bas des pays de la région, un niveau bien insuffisant pour compenser l'inflation (et pourtant nombre de travailleurs ne sont même pas payés au salaire minimum); les syndicats officiels demandent qu'il soit porté à 600 millions (soit 375 euros) alors que le gouvernement n'a prévu qu'une augmentation de 20% des salaires dans le secteur public, relativement protégé, en 2026, à 187 millions, à laquelle il ajoutera une subvention de 10 millions (environ 5 euros) pendant 4 mois. Pourtant c'est un responsable parlementaire iranien a estimé qui a estimé qu'un foyer devrait disposer de 450 millions par mois pour satisfaire ses besoins de base (580 millions selon les syndicats). Le taux de participation au marché du travail serait inférieur à 50%. Selon les estimations officielles, 36% des iraniens vivent sous le seuil de pauvreté mais ce chiffre est sans aucun doute inférieur à la réalité, certains l'estimant à près de 70%.

Les conséquences sont directes sur le plan de la situation sanitaire; d'après le ministère de la santé, 120 000 personnes meurent chaque année d'une «insécurité alimentaire croissante», c'est-à-dire de l'incapacité à se procurer les aliments essentiels et entre 50 et 70% de la population souffre de carences diverses fragilisant les défenses immunitaires et facilitant les maladies osseuses (1).

UNE LONGUE CHAÎNE DE RÉVOLTES ET DE RÉPRESSIONS

En passant rapidement sur le mouvement de 2009 déclenché par la victoire électorale du conservateur Ahmanidejad, parfois appelé la «révolution Twitter», dont la répression fit plus d'une centaine de morts, en 2017-2018 une vague de grèves et de manifestations ouvrières toucha les régions les plus pauvres du pays et les quartiers prolétariens de Téhéran (les plus grandes concentrations ouvrières comme dans l'automobile restant cependant à l'écart). Les slogans devinrent rapidement politiques et montrèrent l'érosion des illusions électorales : «Pain travail,

liberté!», «A bas le dictateur !» «Conservateurs et réformateurs, votre heure est venue!», etc. Le pouvoir répondit par une violente répression qui fit des dizaines de morts. En novembre 2019 une brutale augmentation du prix de l'essence (multiplié par deux du jour au lendemain) provoqua de nouvelles manifestations de protestation et de violentes émeutes dans une bonne partie du pays. Les autorités écrasèrent ce qui était le plus vaste et violent mouvement de protestation depuis l'instauration de la République Islamiste, par une répression déchaînée (tirs sur les manifestants depuis des hélicoptères, utilisation de mitrailleuses, etc.), en même temps qu'il coupait internet pendant une semaine. Le nombre de morts a été estimé à 2000 environ. L'éclatement de la pandémie du Covid fut cependant le facteur principal utilisé par le gouvernement iranien (comme beaucoup d'autres) pour rétablir le calme.

Les protestations et les grèves recommencèrent en 2022, jusqu'à l'éclatement cette même année du mouvement «Femme, Vie, Liberté» après le meurtre par la police des mœurs d'une jeune femme portant mal son voile. Le mouvement touchant au départ surtout les étudiants et les milieux de l'intelligentsia s'étendit peu à peu, en prenant un caractère anti-régime marqué. Comme d'habitude les autorités y répondirent dans la sang : 500 morts environ pour les trois premiers mois, des milliers d'arrestations suivies de nombreuses condamnations à mort.

Si le gouvernement «réformateur» a relâché un peu la pression ces derniers temps en restreignant les exactions de la police des mœurs, il entend continuer sa politique anti-sociale; les syndicats officiels ont en particulier relevé que son budget prévoyait que les sommes allouées à la radio télévision d'Etat étaient supérieures à celles de 10 ministères et que donc il ne restait plus rien pour les dépenses sociales. La brutalité répressive avant même la répression des manifestations actuelles n'avait pas diminué, comme en témoigne l'augmentation des exécutions capitales depuis le mouvement «Femme Vie Liberté»: elles ont atteint un record en 2025 (plus de mille pour les trois premiers mois de l'année).

LES PRESSIONS IMPÉRIALISTES

Nous n'allons pas décrire ici l'histoire compliquée des rapports de l'Iran avec les différents impérialismes. Disons simplement que ses richesses en hydrocarbures comme sa place dans une région aussi stratégique que le Golfe Persique ont fait et font toujours de ce pays de plus de 90 millions d'habitants à la fois un enjeu des appétits impérialistes et une menace potentielle pour les pays voisins et pour l'ordre régional. Les pressions des impérialismes occidentaux pour l'empêcher de se doter d'un armement nucléaire (alors que le programme nucléaire iranien avait débuté sous l'égide des Etats-Unis) s'expliquent par leur volonté de restreindre au maximum la puissance d'un Etat qui n'était plus un allié de l'Occident. En 2018, lors du premier mandat de Trump les Etats-Unis se retiraient de l'accord international, signé par Obama, sur le nucléaire, et ils imposaient de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran et les entreprises commerçant avec lui en arguant du développement de l'influence iranienne dans la région; Les sanctions n'ont cessé de pleuvoir depuis lors au point que l'Iran est le pays le plus au monde le plus soumis à des sanctions !

Dans le cadre de leur politique de «pression maximale» sur l'Iran, les Etats-Unis non seulement sont intervenus militairement lors de «la guerre des 12 jours» déclenchée par Israël en juin 2025, mais ils tentent de déstabiliser le régime. Lors des émeutes de janvier Trump a ainsi encouragé les manifestants en laissant entendre qu'une intervention militaire américaine allait venir à leur secours. Mais les monarchies du Golfe, à commencer par l'Arabie Saoudite, ont fait pression pour que Trump renonce à cette perspective; ces Etats, ainsi que l'Egypte et la Turquie, craignent par-dessus tout le renversement du régime iranien à la suite d'un mouvement de révolte des masses: l'exemple en serait trop contagieux ! Tous les Etats bourgeois ne font qu'un pour le maintien de l'ordre établi : la stabilité contre-révolutionnaire dans la région exigeait que les autorités iraniennes écrasent la révolte. Les Américains ont donc attendu tranquillement que cette besogne soit accomplie pour reprendre leurs menaces militaires contre l'Iran...

L'ordre règne à nouveau à Téhéran. Mais cet ordre est précaire ; Les contradictions sociales sont telles dans le pays que tôt ou tard les masses seront poussées à nouveau à se révolter en dépit de la répression. Mais pour que la prochaine flambée de lutte ne se termine comme les précédentes par un bain de sang sans lendemain ou ne soit détournée vers un simple replâtrage de la domination capitaliste, il faudra que le prolétariat trouve la force de s'organiser sur des bases de classe; il faudra qu'il se dote de son parti de classe internationaliste et international, apte à le guider dans la lutte contre le front de tous ses ennemis intérieurs comme extérieurs qui savent qu'une révolution prolétarienne en Iran ferait sauter tous les Etats bourgeois de la région.

parti communiste international

(1) cf <https://lessentieldeleco.fr/5007-smic-a-combien-seleve-le-salaire-minimum-en-iran-en-2026/>

(2) cf https://www.pcint.org/01_Positions/01_01_fr/220925_iran-mahsa-amini-fr.htm